

BELFIUS INVEST TOP FUNDS SELECTION II

CONDITIONS GENERALES

Article 1 : Dans ce contrat on entend par

La Compagnie : la Compagnie d'assurances auprès de laquelle le contrat est souscrit, Belfius Insurance SA, Place Charles Rogier 11, 1120 Bruxelles, entreprise d'assurances agréée sous le n°0037.

L'agence : l'agence bancaire auprès de laquelle le contrat a été établi ou vers laquelle il a été transféré.

Le souscripteur : le preneur d'assurance qui conclut le contrat avec la Compagnie.

L'assuré : la personne sur la tête de laquelle l'assurance est conclue.

Le(s) bénéficiaire(s) : la(les) personne(s) en faveur de laquelle(desquelles) sont stipulées les prestations assurées.

Les primes: les montants versés par le souscripteur. Ces montants ne comprennent pas la taxe annuelle sur les opérations d'assurance visée à l'article 14.

Les primes nettes : les primes diminuées des frais d'entrée.

La réserve acquise : le produit du nombre total d'unités acquises dans le(s) fonds de placement interne(s) par la valeur de chaque unité du fonds de placement interne.

Le jour de valorisation : le jour auquel la valeur d'inventaire est déterminée. La valeur d'inventaire est calculée tous les jours ouvrables bancaires, sauf circonstances exceptionnelles comme stipulé à l'article 7 des présentes conditions générales.

Une unité: la partie élémentaire du fonds de placement interne.

La valeur d'inventaire : la valeur d'une unité.

Terrorisme : une action ou une menace d'action, telle que définie par la loi du 1er avril 2007 relative à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme. Conformément à cette loi, seul le Comité décide si un événement répond à la définition du terrorisme.

Branche 23 : contrat d'assurance vie lié à des fonds d'investissement sans rendement garanti.

La clé de répartition : le rapport entre les fonds de placement internes dans lesquels les primes nettes sont investies.

La conversion : la vente d'une partie ou de la totalité de la valeur d'un fonds de placement interne suivie de l'achat dans un ou plusieurs autres fonds de placement internes

Les Formules Lock-Win, Stop-Loss et Rééquilibrage : formules optionnelles complémentaires de conversions automatiques.

Le fonds Cash : un fonds de placement interne particulier comme déterminé dans le règlement de gestion.

BI : l'abréviation de « Belfius Invest », tant dans les conditions générales que les conditions particulières, la fiche d'information financière ou le règlement de gestion.

Références : ces conditions générales portent la référence 834001806F.

Article 2 : Le concept «Belfius Invest Top Funds Selection II »

Le contrat Belfius Invest Top Funds Selection II est un contrat d'assurance vie où le souscripteur choisit librement la date et le montant des primes qu'il verse. Les primes versées seront investies, après déduction des frais d'entrée, dans des fonds de placement internes, sans garantie de rendement, ni protection du capital.

Le souscripteur peut à tout moment ajouter au contrat Belfius Invest Top Funds Selection II une formule de conversion automatique optionnelle Lock-Win, Stop-Loss ou de Rééquilibrage comme stipulé aux articles 11 et 12.

Le montant minimal de la prime s'élève à 25 EUR.

Article 3 : Quand le contrat prend-il effet et quelle est sa durée ?

Le contrat prend effet dès signature par le souscripteur et réception du paiement de la première prime par la Compagnie.

Le souscripteur a le droit de demander la résiliation de son contrat dans les trente jours suivant sa date d'effet moyennant la restitution des documents qui lui ont été remis ou adressés. Dans ce cas, la Compagnie remboursera un montant correspondant au produit du nombre total d'unités acquises par la valeur de chaque unité, augmenté des frais d'entrée qui furent prélevés. La valeur des unités est déterminée le jour de valorisation suivant la réception par la Compagnie des documents de demande signés ou maximum trois jours ouvrables bancaires après cette date. La Compagnie peut résilier le contrat dans les trente jours de la réception du contrat résigné. Dans ce cas, la Compagnie remboursera un montant correspondant au produit du nombre total d'unités acquises par la valeur de chaque unité, augmenté des frais d'entrée qui furent prélevés. La valeur des unités est déterminée le jour de valorisation qui suit l'envoi de la notification de résiliation ou au plus tard trois jours ouvrables bancaires suivants. La conversion en unités s'effectue conformément aux délais déterminés dans les règlements de gestion des fonds de placement internes. La durée du contrat est indéterminée. Le contrat prend fin en cas de rachat total et en cas de décès de l'assuré, et ne peut plus prendre effet si aucune prime n'est payée dans le cadre du présent contrat dans les douze mois suivant la date de souscription.

Article 4 : Comment les primes sont-elles investies ?

Le souscripteur choisit librement la clé de répartition selon laquelle ses primes nettes seront investies dans le(s) fonds de placement interne(s) proposés par la Compagnie. Le(s) fonds de placement interne(s) et la clé de répartition sont mentionnés dans les conditions particulières. La clé de répartition est, d'application à toute prime future dans le cadre de ce contrat en tenant compte des modalités prévues à l'article 6.

La prime nette par fonds de placement interne est affectée à l'acquisition d'unités.

La conversion en unités s'effectue le jour de valorisation qui suit la date de réception de la prime par la Compagnie, ou au plus tard trois jours ouvrables bancaires suivants. Le nombre d'unités acquises sera arrondi à trois décimales. La valeur du contrat d'assurance s'obtient en effectuant le produit du nombre total d'unités par la valeur de chaque unité.

La politique d'investissement de la Compagnie est décrite dans les rapports qu'elle établit régulièrement. La Compagnie peut modifier le nombre et la composition des fonds de placement internes dans le but d'obtenir le meilleur rendement pour le souscripteur.

Article 5 : Comment le souscripteur peut-il changer de fonds de placement interne ?

Le souscripteur peut, à tout moment, demander la conversion par un formulaire de demande daté et signé établi en agence.

La conversion s'effectue par la vente d'une partie ou de la totalité de la valeur d'un fonds de placement interne suivi par l'achat dans un ou plusieurs autres fonds de placement internes. Dans le cas d'une conversion partielle, la Compagnie commence d'abord par vendre la valeur du fonds de placement interne composé des primes les plus anciennes. Dans le cas d'une conversion en montant, les transactions se font le jour de valorisation suivant la réception par la Compagnie des documents de demande signés ou maximum trois jours ouvrables bancaires après cette date. Dans le cas d'une conversion en unités, la vente prendra effet le prochain jour de valorisation ou maximum trois jours ouvrables bancaires suivants, après réception par la Compagnie

des documents de demande signés. L'achat des unités dans le(s) fonds de placement interne(s) destinataire(s) prendra effet le jour de valorisation suivant la réception du résultat de la vente par la Compagnie, ou au plus tard trois jours ouvrables bancaires suivants. La conversion partielle est uniquement autorisée à partir d'un nombre minimum d'unités à convertir et d'un nombre minimum d'unités restantes par fonds de placement interne. Ces minima sont fixés par la Compagnie.

Un document récapitulatif reprenant la nouvelle répartition des unités sera établi et envoyé annuellement au souscripteur.

En cas de bénéficiaire(s) acceptant(s), la demande de conversion doit être signée par le souscripteur et par le(s) bénéficiaire(s) acceptant(s).

Article 6 : Comment le souscripteur peut-il modifier la clé de répartition des primes futures ?

Le souscripteur peut, à tout moment, demander le changement de la clé de répartition des primes futures par un formulaire de demande daté et signé établi en agence. La modification prendra effet le jour de valorisation suivant le jour de la réception de la demande par la Compagnie et s'appliquera aux prochaines primes. En cas de bénéficiaire(s) acceptant(s), la demande de modification de la clé de répartition doit être signée par le souscripteur et par le(s) bénéficiaire(s) acceptant(s).

Article 7 : La Compagnie peut-elle suspendre le calcul de la valeur des unités ?

La Compagnie est autorisée à suspendre provisoirement le calcul de la valeur des unités, et de ce fait également les opérations d'investissement et de rachat

- lorsqu'il existe une situation grave telle que la Compagnie ne peut pas évaluer correctement les avoirs et/ou engagements du fonds de placement interne, ne peut pas normalement en disposer ou ne peut pas le faire sans porter un préjudice grave aux intérêts des souscripteurs ou du(des) bénéficiaire(s) des contrats liés à ce fonds de placement interne;
- lorsque la Compagnie est incapable de transférer des fonds ou de réaliser des opérations à des prix ou à des taux de change normaux ou que des restrictions sont imposées aux marchés des changes ou aux marchés financiers ;
- lorsqu'une bourse ou un marché sur lequel une part substantielle de l'actif du fonds de placement interne est cotée ou se négocie, ou un marché des changes important sur lequel sont cotées ou négociées les devises dans lesquelles la valeur des actifs nets est exprimée, est fermé, pour une raison autre que pour congé régulier ou lorsque opérations y sont suspendues ou soumises à des restrictions ;
- lors d'un retrait substantiel du fonds de placement interne qui est supérieur à 80 % de la valeur du fonds de placement interne ou à 1.250.000 EUR indexé.

Si cette suspension se prolonge, la Compagnie informera les souscripteurs par la presse ou par tout autre moyen jugé approprié.

Les opérations ainsi suspendues seront exécutées au plus tard le huitième jour ouvrable bancaire après la fin de cette suspension. Les fonds de placement internes sont gérés dans l'intérêt exclusif du souscripteur et/ou des bénéficiaires.

Les souscripteurs peuvent exiger le remboursement des versements effectués durant cette période, diminués des montants utilisés pour couvrir les garanties prévues dans le contrat.

Article 8 : Que se passe-t-il si un fonds de placement interne est liquidé ?

En cas de liquidation d'un fonds de placement interne, le souscripteur sera averti par la Compagnie et pourra communiquer son choix quant au sort des unités qu'il avait acquises dans ce fonds de placement interne:

- soit une conversion gratuite dans un des autres fonds de placement internes proposés par la Compagnie;
- soit le rachat des unités concernées sur base de leur valeur unitaire acquise à la date de liquidation d'un fonds de placement interne, et ce sans frais.
- soit le transfert sans frais sur un contrat nouveau en harmonie avec le portrait d'investisseur. Ce transfert sera sans aucune attribution de valeur de rachat

Si avant la date déterminée par la Compagnie, le souscripteur ne fait aucun choix dans un délai d'un mois après réception de la lettre mentionnant les alternatives proposées par la Compagnie, celle-ci exécutera automatiquement l'alternative proposée par défaut, communiquée par lettre, parmi l'une des deux premières alternatives proposées.

Article 9 : Quels sont les paiements prévus à la demande du souscripteur ?

9.1. Rachat total

Le souscripteur peut, à tout moment, demander le rachat total par un formulaire daté et signé, introduit en agence. Le contrat prend fin en cas de rachat total.

Le rachat total s'effectue conformément à ce formulaire de demande par le souscripteur, le prochain jour de valorisation ou maximum trois jours ouvrables bancaires suivants, après réception par la Compagnie du document de demande signé et sera obligatoirement versé sur un compte bancaire.

En cas de bénéficiaire(s) acceptant(s), la demande de rachat doit être signée par le souscripteur et par le(s) bénéficiaire(s) acceptant(s).

Le rachat total est l'opération par laquelle le souscripteur résilie son contrat avec paiement par la Compagnie du montant total de la valeur du contrat, le cas échéant diminué de l'indemnité de sortie. La valeur du contrat correspond au produit du nombre total d'unités acquises par la valeur de chaque unité.

9.2. Rachats partiels

9.2.1. Généralités

Le souscripteur peut à tout moment demander un rachat partiel par un formulaire daté et signé, introduit en agence. Le rachat partiel s'effectue conformément à ce formulaire de demande par le souscripteur le prochain jour de valorisation ou maximum trois jours ouvrables bancaires suivants, après réception par la Compagnie du document de demande signé et sera obligatoirement versé sur un compte bancaire.

En cas de bénéficiaire(s) acceptant(s), la demande de rachat partiel doit être signée par le souscripteur et par le(s) bénéficiaire(s) acceptant(s).

Le rachat partiel est uniquement autorisé à partir d'un montant minimum et d'un nombre minimum d'unités restantes par fonds de placement interne. Ces minima sont fixés par la Compagnie. En cas de rachat partiel, la Compagnie rembourse en priorité la réserve acquise qui est constituée par les plus anciennes primes versées.

9.2.2. La formule Comfort

La formule Comfort est l'opération simplifiée par laquelle le souscripteur demande à la Compagnie des rachats partiels payables sur un compte bancaire, soit mensuellement, trimestriellement, semestriellement ou annuellement. Le montant de chaque rachat partiel correspond au produit d'un nombre d'unités acquises par leur valeur, à concurrence du rachat partiel périodique demandé et en proportion de la répartition du portefeuille. Le rachat partiel est seulement effectué sur les fonds de placement internes ayant atteint un nombre minimum d'unités. Ce minimum est fixé par la Compagnie et est contrôlé lors de chaque rachat partiel.

9.2.2.1. Stipulations

Le paiement par la Compagnie du premier rachat partiel suivant la formule Comfort s'effectuera au plus tôt à la date demandée qui correspond au terme échu de la périodicité choisie, moyennant réception et acceptation par la compagnie de la demande, introduite en agence, signée par le souscripteur. Ceci, à condition que, 8 jours ouvrables bancaires avant la date de paiement, la valeur du contrat ait atteint le montant minimum requis fixé par la Compagnie.

A défaut, une période d'ajournement, dont la durée est fixée par la Compagnie, sera instaurée afin de permettre au souscripteur de verser une prime supplémentaire et d'ainsi augmenter la valeur de son contrat jusqu'au montant minimum requis. La Compagnie ne donnera aucune suite à la demande de rachat partiel si la valeur du contrat n'a pas atteint le montant minimum requis au terme de la période d'ajournement.

Le souscripteur peut déterminer et modifier le montant des rachats partiels demandés suivant la formule Comfort en tenant compte des montants minimum et maximum des rachats partiels qui sont fixés par la Compagnie.

Le souscripteur a également la possibilité de supprimer la formule Comfort.

Il n'est pas possible de modifier les rachats partiels effectués suivant la formule à partir de 10 jours ouvrables avant la date de paiement du rachat partiel existant.

La modification prendra effet à la date demandée telle que mentionnée à l'avenant, moyennant réception et acceptation par la compagnie de la demande, introduite en agence, signée par le souscripteur.

En cas de bénéficiaire(s) acceptant(s), la demande de suppression des rachats partiels effectués suivant la formule Comfort doit être signée par le souscripteur et par le(s) bénéficiaire(s) acceptant(s).

9.2.2.2. Modalités

Les rachats partiels effectués suivant la formule Comfort et leurs modifications s'effectuent conformément à un formulaire de demande daté et signé établi en agence.

En cas de bénéficiaire(s) acceptant(s), la demande de rachat partiel doit être signée par le souscripteur et par le(s) bénéficiaire(s) acceptant(s). Les rachats partiels effectués suivant la formule Comfort ne feront pas l'objet d'une indemnité de sortie et ils seront versés obligatoirement sur un compte bancaire. Si l'assuré n'est pas le souscripteur, la Compagnie se réserve le droit, à tout moment, d'exiger que le souscripteur produise la preuve de vie de l'assuré. A défaut de satisfaire à cette demande dans un délai de 30 jours, la Compagnie suspendra le paiement des rachats partiels. Dès que la Compagnie est avertie du décès du souscripteur ou de l'assuré, plus aucun rachat ne pourra être effectué.

Article 10 : Quels sont les paiements prévus en cas de décès de l'assuré ?

En cas de décès de l'assuré, la Compagnie paie sur un compte bancaire un montant assuré au(x) bénéficiaire(s) désigné(s) dans les conditions particulières.

Ce montant correspond au produit du nombre total d'unités acquises par la valeur de chaque unité, déterminée le prochain jour de valorisation ou maximum trois jours ouvrables bancaires suivants, après réception par la Compagnie d'un extrait de l'acte de décès de l'assuré.

Ce montant est éventuellement diminué des rachats éventuels effectués après la date du décès.

En cas de décès de l'assuré provoqué par le fait intentionnel du souscripteur ou d'un (des) bénéficiaire(s) ou à leur instigation, ce capital sera versé aux autres bénéficiaires du contrat ou à la succession du souscripteur.

Article 11: Les formules Lock-Win et Stop-Loss

Conformément à l'article 69 de l'Arrêté Royal Vie, le souscripteur peut activer, désactiver ou modifier la formule Lock-Win et/ou Stop-Loss à la souscription du contrat ou à tout autre moment. Ces conversions optionnelles sont gratuites:

- Activer la formule Lock-Win: cette option fonctionne par prime nette et par fonds de placement interne et donne au souscripteur la possibilité de déterminer préalablement le moment auquel il souhaiterait protéger la réserve de son fonds de placement interne en cas de bénéfice éventuel. Pour ce faire, le souscripteur peut ajouter une formule Lock-Win à son contrat Belfius Invest Top Funds Selection II. Le souscripteur choisit dans ce cas un seuil correspondant à un pourcentage de la valeur d'inventaire de chaque prime nette dans ce fonds de placement interne, ceci est confirmé par la Compagnie par courrier au souscripteur. Quand la valeur d'inventaire de la prime nette investie dans ce fonds de placement interne atteint ou est supérieur au seuil prédéterminé, alors la valeur du contrat correspondant à cette prime nette spécifique est convertie automatiquement vers le fonds cash. Cette conversion en unités s'effectue le prochain jour de valorisation suivant l'atteinte du seuil ou maximum trois jours ouvrables bancaires suivants.
- Activer la formule Stop-Loss: cette option fonctionne par prime nette et par fonds de placement interne et donne au souscripteur la possibilité de déterminer préalablement le degré de risque qu'il serait prêt à prendre. Afin de minimiser le risque éventuel, le souscripteur peut ajouter une formule Stop-Loss à son contrat Belfius Invest Top Funds Selection II. Le souscripteur choisit dans ce cas un seuil correspondant à un pourcentage de la valeur d'inventaire de chaque prime nette dans ce fonds de placement interne, ceci est confirmé par la Compagnie par courrier au souscripteur. Quand la valeur d'inventaire de la prime nette investie dans ce fonds de placement interne atteint le seuil ou est inférieur au seuil prédéterminé, alors la valeur du contrat correspondant à cette prime nette particulière est convertie automatiquement vers le fonds cash. Cette conversion en unités s'effectue le prochain jour de valorisation après avoir atteint le seuil ou maximum trois jours ouvrables bancaires suivants.
- Modifier la formule Lock-Win et/ou Stop-Loss: pour les primes futures ou pour toutes les primes (les primes antérieures incluses), le souscripteur a la possibilité de modifier la formule Lock-Win orders et/ou Stop-Loss par fonds de placement interne. Cette modification de seuil est confirmée par la Compagnie par courrier au souscripteur.
- Désactiver la formule Lock-Win et/ou Stop-Loss: le souscripteur a toujours la possibilité de désactiver sa formule Lock-Win et/ou

Stop-Loss. La Compagnie confirmera cette désactivation par courrier au souscripteur.

La (Les) formule (s) Lock-Win et/ou Stop-Loss n'est (ne sont) pas compatible (s) avec la formule Rééquilibrage (voir article 12).

Si entre le moment de la demande d'une conversion non-automatique ou d'un rachat partiel et leur traitement, conformément aux articles 5 et 9, le seuil de la formule Lock-Win et/ou Stop-Loss est (sont) atteint(s), alors le Lock-Win et/ou Stop-Loss ne sera (seront) exécuté(s) qu'après le traitement complet de la conversion non-automatique ou du rachat partiel.

Toute modification s'effectue au moyen d'un document de demande, daté et signé par le souscripteur, établi en agence. La modification prendra effet après réception et acceptation par la Compagnie du document de demande signé.

Article 12: La formule Rééquilibrage

Conformément aux articles 63, § 1 et 69 de l'Arrêté Royal Vie, le souscripteur peut activer, reporter ou désactiver le Rééquilibrage à la souscription du contrat ou à tout autre moment. Cette conversion optionnelle est gratuite:

- Activer la formule Rééquilibrage: cette option permet au souscripteur de redistribuer les proportions entre ses fonds de placement internes à des moments prédéterminés en fonction de la clé de répartition en vigueur à ce moment-là. Cette redistribution s'effectuera par des conversions en montant des fonds de placement internes du contrat, qui sont proportionnellement plus élevés par rapport à la clé de répartition, vers les fonds du contrat qui sont proportionnellement moins élevés par rapport à la clé de répartition. Ces conversions s'effectuent le prochain jour de valorisation après le moment du Rééquilibrage ou au maximum trois jours ouvrables bancaires suivants. Aucune conversion n'est effectuée pour les fonds de placement internes qui n'appartiennent pas à la clé de répartition au moment du Rééquilibrage. Le Rééquilibrage peut prendre effet au plus tôt 3 mois après réception de la première prime par la Compagnie et 3 mois après l'activation dans le contrat. Les prochains moments de Rééquilibrage sont chaque 6 mois après le dernier moment de Rééquilibrage. La Compagnie confirmera ce moment par courrier au souscripteur.
- Reporter la formule Rééquilibrage: si l'option Rééquilibrage existe dans le contrat, le souscripteur a la possibilité de ne reporter que son premier Rééquilibrage de 6 mois. Cette modification doit être demandée au moins une semaine avant l'exécution du Rééquilibrage. La Compagnie confirmera ce moment par courrier au souscripteur.
- Désactiver la formule Rééquilibrage: le souscripteur a toujours la possibilité de désactiver la formule Rééquilibrage. Cette modification doit être demandée au moins une semaine avant l'exécution du Rééquilibrage. La Compagnie confirmera cette désactivation par courrier au souscripteur.

La formule Rééquilibrage n'est pas compatible avec les formules Lock-Win et/ou Stop-Loss (voir article 11) et les rachats partiels selon la formule Comfort (voir article 9.2.2.). Si la formule Rééquilibrage est reprise dans le contrat, il est alors obligatoire d'insérer pour au moins 5%, le fonds cash dans la clé de répartition des fonds de placement internes.

Si entre le moment de la demande d'une conversion non-automatique ou d'un rachat partiel et leur traitement, conformément aux articles 5 et 9, un moment de Rééquilibrage survenait, alors le Rééquilibrage ne sera exécuté qu'après le traitement complet de la conversion non-automatique ou du rachat partiel.

Toute modification s'effectue au moyen d'un document de demande daté et signé par le souscripteur, établi en agence. La modification prendra effet après réception et acceptation par la Compagnie du document de demande signé.

Article 13 : Quels sont les frais ?

Les frais d'entrée sont dégressifs selon les montants investis par contrat. Il est tenu compte des versements antérieurs pour déterminer les frais d'entrée appliqués à la nouvelle prime.

Pour chaque prime ...		les frais d'entrée sont fixés à
De	0,00 EUR à 49.999,99 EUR	2,50%
de	50.000,00 EUR à 124.999,99 EUR	1,75%
de	125.000,00 EUR à 249.999,99 EUR	1,00%
à partir de	250.000,00 EUR	0,75%

En cas de rachat partiel ou total suivant la date de prise d'effet du contrat, la Compagnie déduit, sur le montant liquidé, des frais de sortie de 5%, 4%, 3%, 2% ou 1%, selon que la demande de rachat est effectuée au cours de la 1^{ère}, la 2^{ème}, la 3^{ème}, la 4^{ème} ou la 5^{ème} année du contrat. A partir de la 6^{ème} année, les frais de sortie s'élèvent à 1%.

Aucune indemnité de sortie ne sera prélevé des montants versés en cas de décès, dans le cas de rachat partiel selon la formule Comfort et dans le cas de rachat partiel 1 fois tous les 12 mois, si ce rachat partiel reste limité à 10% de la réserve acquise à ce moment-là, avec un maximum de 25.000 EUR. Pour un montant supérieur à 10% de la réserve ou supérieur à 25.000 EUR, les frais ne sont pas prélevés sur la partie du montant jusqu'à 10% de la réserve ou jusqu'à 25.000 EUR. Pour un deuxième rachat partiel ou pour les rachats partiels suivants dans les 12 mois, les frais de rachat sont prélevés sur le montant total du rachat. Ce dernier rachat partiel gratuit n'est pas cumulable avec la formule Comfort.

Les frais de gestion s'élèvent à maximum 0,02596% par semaine. Ils sont inclus dans la valeur d'inventaire des fonds de placement internes et ils couvrent les frais de gestion de ces fonds de placement internes. Des frais de 1% seront prélevés sur chaque conversion à concurrence de la valeur convertie.

Les pourcentages de ces frais sont garantis pour une période de 5 ans à partir de la date de prise d'effet du contrat. Après cette date, la Compagnie peut modifier ses tarifs de frais, conformément à la législation en vigueur à ce moment. Dans ce cas, la Compagnie en avisera le souscripteur par écrit.

Article 14 : Taxes - Fiscalité - Droits de succession

Le traitement fiscal dépend de circonstances individuelles du souscripteur et peut être sujet aux changements futurs. Ce contrat ne permet pas de bénéficier d'avantages fiscaux sur les primes versées. Il est soumis à la taxe annuelle sur les opérations d'assurance* calculée sur les primes versées. Ce contrat d'assurance n'est pas soumis au précompte mobilier ou à un autre impôt au moment du paiement des prestations. Tout impôt ou taxe présents ou futurs applicables au contrat ou dus à l'occasion de son exécution sont à charge du souscripteur ou du

(des) bénéficiaire(s). En cas de décès de l'assuré, la Compagnie informe l'Administration du Cadastre, de l'Enregistrement et des Domaines (Administration Générale de la documentation Patrimoniale) des sommes dues au(x) bénéficiaire(s) en vue d'une éventuelle perception de droits de succession ; si, suite au décès du souscripteur, ses droits sont transférés à un cessionnaire, c'est la valeur de rachat qui fera l'objet de cette information. En ce qui concerne les droits de succession, les dispositions légales et réglementaires belges sont applicables.

Les informations susmentionnées sont fournies à titre strictement indicatif, sous réserve d'éventuelles modifications et/ou d'interprétation de la réglementation/législation fiscale.

* Pour plus d'informations voyez la fiche d'information financière.

Article 15 : Comment le souscripteur désigne-t-il le(s) bénéficiaire(s)?

Le souscripteur désigne librement le(s) bénéficiaire(s). Il peut révoquer ou modifier cette désignation à tout moment sur demande écrite à la Compagnie sauf si le(s) bénéficiaire(s) a (ont) valablement accepté(s) le bénéfice du contrat. Dans ce cas, le souscripteur ne peut modifier la clause bénéficiaire qu'avec l'accord écrit du (des) bénéficiaire(s) acceptant(s). Le(s) bénéficiaire(s) accepte(nt) valablement le bénéfice du contrat par demande écrite à la Compagnie, qui établit un avenant au contrat, daté et signé par le(s) bénéficiaire(s) acceptant(s), le souscripteur et la Compagnie.

Article 16 : Comment s'effectue le paiement des prestations ?

Tout paiement sera effectué contre quittance et en cas de rachat total, de décès et de résiliation dans les trente jours, après remise à la Compagnie du contrat original et des avenants éventuels. En cas de décès de l'assuré les documents suivants doivent également être joints pour obtenir le paiement des prestations assurées :

- un extrait de l'acte de décès de l'assuré;
- une copie de la carte d'identité du (des) bénéficiaire(s);
- un certificat médical indiquant la cause du décès;
- une copie du procès-verbal mentionnant les circonstances du décès de l'assuré.
- si le(s) bénéficiaire(s) n'a(ont) pas été désigné(s) nommément, un certificat ou un acte d'héritité établissant les droits du(des) bénéficiaire(s) sera requis et dans l'hypothèse où la prestation d'assurance doit être versée à la succession, qui ne fait pas mention de dettes sociales ou fiscales dans le chef du(des) bénéficiaire(s) ou de l'assuré. Le souscripteur s'engage à informer immédiatement la Compagnie du décès de l'assuré.

Article 17: Décès causé par le terrorisme

La Compagnie couvre le décès de l'assuré causé par le terrorisme, selon les modalités et dans les limites prévues par la loi du 1er avril 2007 relative à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme.

La Compagnie est membre à cette fin de l'ASBL TRIP. L'exécution de tous les engagements de l'ensemble des entreprises d'assurances, membres de cette ASBL, est limitée à un montant indexé de 1 milliard d'euros par année civile pour les dommages causés par tous les événements reconnus comme relevant du terrorisme, survenus pendant cette année civile pour tous leurs assurés dans le monde entier.

En cas de modification légale ou réglementaire de ce montant de base, le montant modifié sera automatiquement applicable dès la prochaine échéance suivant la modification, sauf si le législateur a prévu explicitement un autre régime transitoire.

Article 18: Comment le souscripteur peut-il modifier le contrat ?

Pour autant que le bénéfice des contrats n'ait pas été accepté, le souscripteur peut, à tout moment, modifier le contrat par demande écrite, datée et signée, à la Compagnie. En cas d'acceptation du bénéfice des contrats, toute demande de modification doit être signée par le souscripteur et par le(s) bénéficiaire(s) acceptant(s).

Article 19 : Comment la Compagnie avertit-elle le souscripteur ?

Une fois par an, le souscripteur recevra la situation de son contrat au 31 décembre de l'année écoulée reprenant le nombre d'unités, la valeur des unités et les mouvements éventuels de l'année écoulée.

Article 20 : Notifications - Bases légales et contractuelles

Les notifications à adresser au souscripteur sont valablement faites à sa dernière adresse communiquée à la Compagnie. Toute notification d'une partie à l'autre est censée être faite deux jours après la date de son dépôt à la poste. Le souscripteur autorise Belfius Insurance SA à communiquer valablement par le canal des extraits bancaires relatifs à son compte à vue auprès de Belfius Insurance SA (avis de paiement, attestations, communications,...). Le contrat est régi par les dispositions de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances et de l'Arrêté Royal du 14 novembre 2003 relatif à l'activité d'assurance sur la vie. Ce contrat ne peut pas être souscrit en reconstitution d'un crédit sauf autorisation expresse de la Compagnie, ni donner lieu à une avance sur les prestations assurées, ni à une participation bénéficiaire. La procédure de datation électronique, qui est appliquée par le scanning des documents, sera, jusqu'à preuve du contraire, considérée comme équivalente à l'apposition d'un cachet dateur sur les documents reçus. Pour être valable, toute notification destinée à la Compagnie doit lui être adressée par écrit.

Article 21 : Fonds spécial de protection

La Compagnie participe au "Fonds spécial de protection des dépôts et des assurances sur la vie", avenue des Arts 30 à 1040 Bruxelles (Loi-programme du 23/12/2009).

Cette protection est limitée à un montant de 100.000,00 EUR pour la totalité des contrats individuels d'assurance sur la vie prévoyant un rendement garanti de la branche 21 souscrits par le preneur d'assurance auprès de la Compagnie.

Article 22 : Protection de vos données à caractère personnel

Belfius Insurance SA et Belfius Banque SA, dans la mesure où elle intervient comme votre intermédiaire d'assurances, traitent vos données à caractère personnel à différentes finalités, dont la conclusion et l'exécution de contrats d'assurance, le respect des obligations légales, l'évaluation de la relation clientèle, le marketing direct et la lutte contre la fraude. Ces données ne sont pas conservées plus longtemps qu'il ne faut pour le traitement pour lequel elles ont été collectées.

Vos données à caractère personnel relatives aux finalités précitées peuvent également être communiquées à d'autres entreprises du groupe Belfius et à des prestataires de service spécialisés, comme des experts, des réparateurs, des entreprises de réassurance et Datassur GIE.

Vous avez le droit de consulter vos données à caractère personnel dont nous disposons et, le cas échéant, de les faire rectifier ou supprimer. Vous pouvez aussi demander de transférer certaines de ces données à un tiers ou directement à vous-même. En outre, vous pouvez demander de limiter le traitement.

Pour le traitement des données à caractère personnel pour lequel vous avez donné votre consentement, vous avez le droit de retirer votre consentement à tout moment, sans porter préjudice à la légitimité du traitement sur la base du consentement donné avant son retrait.

Votre droit d'opposition

Vous avez le droit de vous opposer au traitement de certaines données à caractère personnel et de vous opposer à tout moment à l'utilisation de vos données à caractère personnel à des fins de marketing direct.

Vous trouverez de plus amples informations sur le traitement de vos données à caractère personnel, les finalités du traitement et l'exercice de vos droits dans la Charte sur la vie privée de Belfius Insurance SA et de Belfius Banque SA. Cette charte est disponible dans nos agences Belfius et peut également être consultée sur www.belfius.be/privacycharter.

Article 23 : Domicile

Si vous changez de domicile ou de résidence réelle, vous êtes tenu de nous en aviser aussitôt. Tant que cette obligation n'aura pas été respectée, nous aurons le droit de considérer la dernière adresse que vous nous avez communiquée comme domicile élu. Si nous vous demandons des renseignements au sujet du domicile ou de la résidence réelle de l'assuré, vous êtes également tenu de nous les fournir. Vous êtes tenus de signaler immédiatement tout élément ayant un impact ou pouvant avoir un impact sur l'obligation de la Compagnie de communiquer des éléments contractuels dans le cadre de l'échange de renseignements au niveau international et à des fins fiscales.

Article 24 : Plaintes

En cas de problème, vous pouvez adresser votre plainte tout d'abord auprès de votre agence, de votre chargé de relation ou au Service Gestion des Plaintes, Place Charles Rogier 11, 1210 Bruxelles, ou par e-mail: claim@belfius.be. Si la réponse ne vous satisfait pas, vous pouvez vous adresser au Négociateur de Belfius Banque, Place Charles Rogier 11, 1210 Bruxelles, ou par e-mail: negotiation@belfius.be. A défaut de solution, vous pouvez alors soumettre le différend au "Service de Médiation des Assurances", Square de Meeûs, 35 à 1000 Bruxelles, www.ombudsman.as ou par e-mail: info@ombudsman.as.